

TITRE 1. Dispositions générales

1.1 Principe fondamental – Indemnisation directe de l'assuré

Quels que soient la typologie de l'accident de la circulation, la nature et le montant des dommages, les sociétés adhérentes s'obligent, préalablement à l'exercice de leurs recours, à indemniser elles-mêmes leurs assurés, dans la mesure de leur droit à réparation, déterminé selon les règles du droit commun.

L'assureur direct doit indemniser son assuré même si :

- la réclamation est présentée pour son compte par un mandataire, une société de protection juridique, un assureur dommages etc.,..
- son contrat comporte une franchise de responsabilité quel que soit son montant.

Les sociétés adhérentes s'interdisent de prendre l'initiative d'indemniser directement une victime assurée auprès d'une société adhérente.

Elles s'obligent par ailleurs à transmettre à l'assureur direct toute réclamation présentée par son assuré ou pour son compte par un mandataire, une société de protection juridique, un assureur dommages...

Un recours suppose un règlement direct à l'assuré en dehors d'un engagement contractuel (exemple : règlement de la franchise).

TITRE 1. Dispositions générales

1.2 Champ d'application

La Convention s'applique aux accidents de la circulation, y compris les opérations de chargement et de déchargement des véhicules, survenus, en France (métropolitaine et DOM) et dans la principauté de Monaco, impliquant au moins deux véhicules terrestres soumis à l'obligation d'assurance assurés auprès de sociétés adhérentes.*

Pour les accidents survenus hors « France et Monaco », la Convention s'applique si ne sont impliqués que des véhicules immatriculés dans ces territoires.*

En présence d'une fraude, les dispositions de la Convention ne sont pas applicables.

1.2.1 Notion d'implication*

1.2.1.a Définition

Est impliqué dans l'accident* :

- **en cas de collision***, tout véhicule entré en contact avec l'un quelconque des autres véhicules (ou un de ses occupants), avec un piéton, un cycliste, un animal, ou un objet projeté par un véhicule.
- **en l'absence de collision***,
 - tout véhicule auquel une faute au sens du barème de répartition peut être opposée, à condition qu'il ait participé au moins partiellement à la réalisation de l'accident.
 - tout véhicule endommagé (y compris ses objets transportés) ou dont un occupant (même descendu) a subi une atteinte à sa personne.

1.2.1.b Moyens de preuve

Les éléments caractérisant l'implication* (collision*, faute au sens du barème, participation, dommages) sont établis à l'aide de tout moyen de preuve recevable en droit commun, notamment la déclaration d'un conducteur non responsable en droit commun.

Toutefois, si la participation à l'accident résulte de la seule incrimination par un conducteur responsable en droit commun, elle ne sera retenue que si elle n'est pas contestée et à la condition que la faute au sens du barème ait été établie en amont.

1.2.1.c Portée de la définition

Quel que soit le niveau de gravité des préjudices tant matériels que corporels, seuls les véhicules impliqués* sont pris en compte pour déterminer le nombre de véhicules et la typologie de l'accident*.